



## Arrêté municipal n° ST 2026 100

### Réglémentant temporairement la circulation et le stationnement

#### Boulevard de la République

#### Circulation alternée

ST-ARRET /SP

#### LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LAMBESC

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6 ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8<sup>ème</sup> partie – Signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté du 15 juillet 1974 et modifiée et complétée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**VU** la délibération n°2026-057 du 29 avril 2026 portant modification des tarifs d'occupation du domaine public;

**VU** la demande en date du 12/05/2026 par laquelle l'entreprise **COSEPI Industrie – 4 avenue de la Lardière – 13220 CHATEAU NEUF LES MARTIGUES** sollicite l'autorisation de réaliser des travaux sur la voie susnommée conformément au plan joint ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles afin que les travaux se déroulent dans de bonnes conditions et éviter tout incident sur la voie publique,

### ARRÊTE

#### **ARTICLE 1 :** Objet et lieu de la demande

**Nature des travaux à réaliser : Intervention sur couverture et traitement des aciers corrodés de la façade avec nacelle.**

**Lieu de réalisation : 4 Boulevard de la République**

#### **ARTICLE 2 :** Route Soumise à restriction

Afin de garantir la sécurité des usagers de la route, des riverains et des intervenants sur le chantier, durant toute la durée des travaux sur la voie citée dans l'article I, la circulation sera provisoirement alternée.

#### **ARTICLE 3 :** Durée de l'Autorisation et Prescriptions

**Entre le 19 mai 2026 et le 4 juin 2026** dates prévisionnelles maximales de début et de fin de la réglementation, du lundi au jeudi entre 8h à 17h **pour 11 jours d'intervention.**

En raison des restrictions qui précèdent :

- Les travaux se dérouleront sur demi-chaussée avec report de la circulation sur l'autre voie par alternat.

Afin de garantir la sécurité des usagers de la route, des riverains et des intervenants sur le chantier, durant toute la durée des travaux.

**ARTICLE 4 : Signalisation du chantier et obligation**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

- **Schéma type n° 4-05, alternat par piquets K10 ou hommes trafic.**
- **Obligation est faite à l'entreprise de laisser la largeur nécessaire aux passages des bus.**

La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise **COSEPI Industrie**.

La signalisation d'interdiction de stationnement est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise **COSEPI Industrie**.

- **INTERLOCUTEUR : M. SCHMITT 06 34 27 01 67**

Obligation est faite à l'entreprise d'avertir les services techniques au 04 42 17 00 52 ou à [services.techniques@lambesc.fr](mailto:services.techniques@lambesc.fr) et la Police Municipale [Police.Municipale@lambesc.fr](mailto:Police.Municipale@lambesc.fr) au minimum 2 jours avant, le commencement des travaux.

**ARTICLE 5 : Responsabilité**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 : Protection et sécurité**

Afin de préserver la sécurité des travailleurs, des piétons et des biens, tous véhicules, irrégulièrement stationnés dans la zone réglementée par le présent arrêté ou gênant le déroulement des livraisons, ou présentant un risque pour lui-même pourra être mis en fourrière.

Le chantier devra impérativement être balisé et interdit aux publics avec affichage de l'annexe 1, et ce, dès de la mise en place de la zone d'intervention.

**ARTICLE 7 : Redevance**

Au regard de la demande du pétitionnaire le présent arrêté fera l'objet d'une demande de paiement de redevance pour occupation de domaine Public.

La redevance sera minorée de 50% pour les entreprises Lambescaines.

- **STATIONNEMENT**

Le pétitionnaire a déclaré : 11 jours de stationnement nacelle

Nb de jour	Type de Véhicule	Somme due
11 jours	Véhicule Utilitaire (PTAC de 3.5 à 4 tonnes) 8.50€	93.50€

Le montant de la redevance sera de **93,50€ (quatre-vingt-treize euros et cinquante centimes)**.

A régler au régisseur.

Contact : [christophe.cerdan@lambesc.fr](mailto:christophe.cerdan@lambesc.fr) – 04 42 17 00 57

**A défaut de paiement, aucune prolongation ni nouvel arrêté ne sera établi à l'entreprise sur l'ensemble de la commune.**

**ARTICLE 8 : Recours**

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 9 : Publication et affichage**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur minimum 7 jours avant le commencement des travaux.

**ARTICLE 10 : Exécution**

Monsieur le Maire de la commune de Lambesc, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de la Police Municipale, le Commandant du groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés, à savoir :

- Le bénéficiaire pour attribution ;
- La commune de Lambesc pour affichage et publication ;
- Police Municipale de Lambesc
- Le Régisseur de recettes

Diffusion :

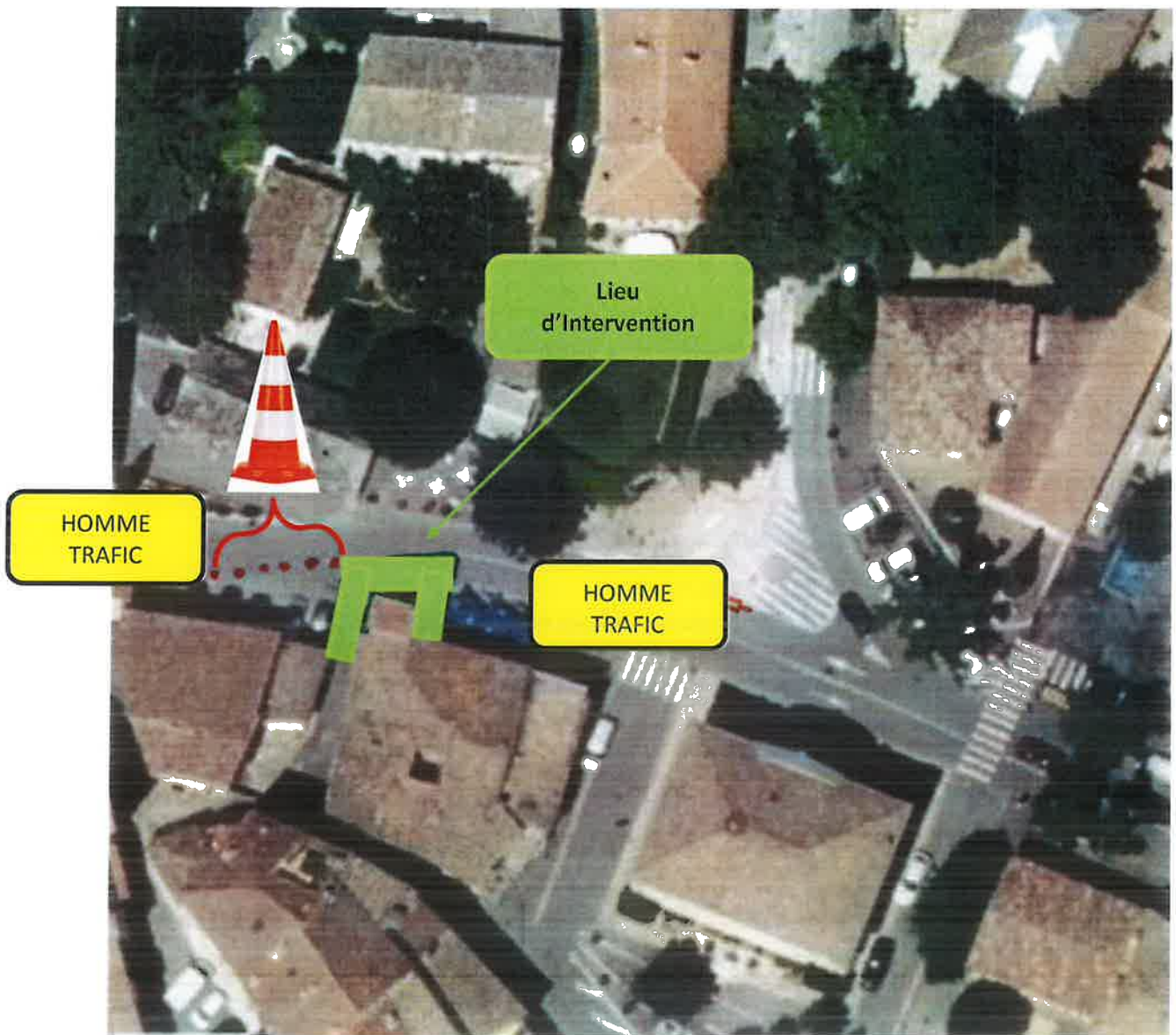
Les Elus  
Le Directeur des Services Techniques  
Le Responsable VRD



Fait à LAMBESC, le 12/05/2026  
Le Maire de Lambesc

**Philippe RAZEYRE**

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

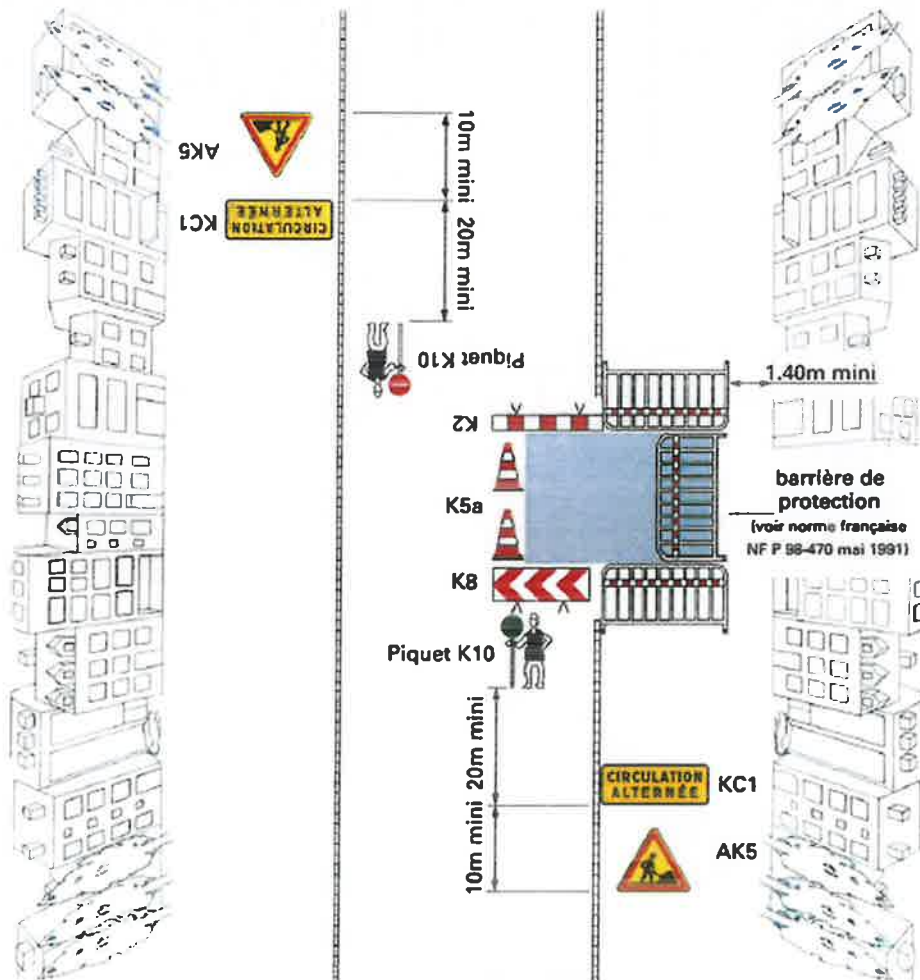




# 4-05 Chantier fixe

Alternat par piquets K10

Largeur laissée libre à la circulation :  $2,75\text{ m} < L < 4,50\text{ m}$   
n'autorisant qu'une voie de circulation



**Remarques :**

1. Ce système ne peut être utilisé que de jour. De nuit, il faut mettre en place des panneaux B15 + C18 (cf. schéma 4-04) ou des feux (cf. schéma 4-06).
2. En l'absence de danger important, le balisage longitudinal du chantier se limite au ruban K14.
3. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie. Dans ce cas, on ne pose pas de K5a.
4. Maintenir les accès riverains. Dans ce cas, le barréage longitudinal du chantier est interrompu au droit de ces accès. Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.